DIAL 3662 - dossier « Paraguay 2023 »

PARAGUAY - Élections « *made in USA* »

Julio Benegas Vidallet

vendredi 30 juin 2023, mis en ligne par Dial

Dimanche 30 avril se sont tenues au Paraguay des élections générales, avec l'élection des président et vice-président, de 45 sénateurs et 80 députés, avec leurs suppléants, de 17 gouverneurs des départements et des membres des assemblées départementales. Le Parti colorado, au pouvoir de façon quasi ininterrompue depuis 76 ans, à l'exception de la « parenthèse » de la présidence Lugo (2008-2012), est de nouveau sorti vainqueur des élections. Son candidat présidentiel, Santiago Peña est arrivé en tête avec 42,74% des voix, contre 27,48% pour Efraín Alegre, le candidat de la Concertation (gauche) et 22,91% pour Paraguayo Cubas. Le Parti colorado a aussi obtenu 23 sièges de sénateurs et 49 sièges de députés, il est donc majoritaire dans les deux chambres. Rien de nouveau, donc, sous le soleil politique paraguayen ? Les trois textes de ce dossier montrent qu'au contraire des choses bougent, même si les changements n'ont pas eu cette fois de résonance décisive dans les résultats électoraux. Ce premier texte, du journaliste paraguayen Julio Benegas Vidallet décrit l'évolution de la position et de la politique états-unienne vis-à-vis du pays et de ses dirigeants. Il a été publié le 24 avril 2023 par le journal digital E'a, soit un peu moins d'une semaine avant les élections. L'article a été relu par Mirna Robles et Willian Costa et édité pour la publication web sur le site d'E'a par Elisa Marecos et Sandino Flecha.

Il y a trente-quatre ans, les États-Unis encouragèrent l'ouverture politique au Paraguay. Aujourd'hui leur intervention semble s'orienter vers une fermeture de la soi-disant transition démocratique, en soutenant un scénario en faveur de l'alternance lors des élections du 30 avril.

En dix ans, depuis le coup d'État parlementaire contre le gouvernement de Fernando Lugo (2008-2012), Horacio Cartes, président de la République entre 2013 et 2018 et président actuel du Parti colorado, a amassé 70 entreprises, bien que seules 36 figurent dans le conglomérat dénommé Grupo Cartes. De ces entreprises, une douzaine sont des médias. Son entreprise emblématique, Tabesa (Tabacalera del Este S.A.), fabrique de cigarettes, a monopolisé le trafic vers le Brésil et d'autres pays. La triangulation (importer les matières premières de l'extérieur, les empaqueter ici et les expédier en contrebande) lui rapporte des gains très supérieurs à toute autre affaire, au point qu'il est en tête des contribuables au fisc.

Au cours de cette période de croissance exponentielle de sa fabrique de tabac un changement similaire s'est opéré pour ce qui est du trafic de cocaïne depuis le Paraguay modifiant le corridor continental selon un schéma similaire de triangulation. On importe d'autres pays en avion la pâte de coca, on la décharge ici, la transforme en poudre, la conditionne et l'exporte, essentiellement vers l'Europe, en bateaux battant pavillon paraguayen. Cet « joli », commerce, utilisant des containers de soja, de charbon, de cuir, a placé le pays au premier rang des exportateurs de drogue vers l'Europe et l'a doté de la plus importante flotte de bateaux en Amérique du sud. Ce développement du trafic aérien et naval a généré un flux de capitaux impossible à quantifier, flux avec lequel s'est construit un système gigantesque de blanchiment d'argent par le biais d'achats de terres, de biens, d'immeubles, et d'entreprises dans tous les secteurs commerciaux. Dans ce système, la banque BASA, propriété d'Horacio Cartes, s'est placée comme principal gestionnaire des opérations financières. L'ancien ministre de l'intérieur Arnaldo Guzzio a déclaré que les opérations de BASA étaient de loin supérieures au produit intérieur brut total du pays.

Les élections municipales

Les élections municipales d'octobre 2021, qui ont eu lieu pour la première fois selon le système du vote préférentiel, ont été un jeu pour les candidats du Parti colorado. Les petits partis, des gauches, du centre et de droite, ont été stupéfaits par l'achat massif de voix. Cela a même surpris et alarmé la direction du Parti libéral authentique (PLRA).

« Je n'ai jamais rien vu de semblable. Précédemment les Colorados avaient un ou deux bureaux de campagne où les gens allaient demander d'être payé pour son vote, cette fois-ci il y en a eu entre 10 et 20 », explique Armando Rodríguez, un dirigeant du PLRA du district de Capiatá, dans le département Central. Le journaliste Adilio Lezcano de la radio Universidad de Pilar est tout aussi stupéfait. La machine électorale des Colorados a remporté plus de soixante pour cent des sièges de conseillers dans tout le pays et obtenu une majorité absolue des mairies à un moment où se multipliaient les plaintes contre le parti au pouvoir pour sa gestion désastreuse de la santé publique durant la pandémie. À un moment aussi où était en plein essor la campagne « ANR jamais plus [1] ».

« *La gente ko ivare'apáma osẽ ko pandémia gui kuri* [2] [les gens sont sortis affamés de la pandémie] et si les gens ne voient pas d'alternative réellement populaire et convaincante, ils vendent leur vote », expliquait alors Ever Enríquez, diplômé de sciences politiques de l'université de Buenos Aires (UBA).

Opération A Ultranza

Le 22 février 2022 étaient réalisées cent descentes de police simultanées au Paraguay. Toutes sous le contrôle de la DEA des États-Unis, d'Europol et de la Direction générale de répression du trafic illicite de drogues de l'Uruguay. C'était la plus grande opération jamais menée contre le blanchiment de l'argent provenant de la drogue exportée vers l'Europe. En deux ans avaient été interceptées 21 tonnes de cocaïne entre le port d'Anvers (Belgique), Rotterdam (Pays-Bas) et au Paraguay.

Cette opération a conduit à surveiller de plus en plus étroitement le Groupe Cartes, groupe qui avait accumulé le plus grand nombre d'entreprises, avec parmi elles la banque BASA, désignée comme la plus grand gestionnaire d'opérations provenant du blanchiment d'argent.

Éminemment corrompu

L'ambassade états-unienne a fait connaître publiquement sa position sur ce sujet le 22 juin 2022, quand l'ambassadeur de ce pays au Paraguay, Marc Ostfield, a qualifié, dans une conférence de presse, Horacio Cartes de « personne éminemment corrompue » en raison de sa participation à des actes de corruption et de ses liens avec des organisations supposées terroristes. L'ambassadeur a ajouté : « Au cours de son mandat, il a utilisé la Présidence du Paraguay pour faire obstruction à une enquête sur un crime transnational qui impliquait son associé » – il faisait référence à Darío Messer.

Alors que l'étau se resserrait, le Parti colorado a organisé des élections internes et des primaires présidentielles le 18 décembre 2022. Jouissant encore de la liberté de réaliser des mouvements financiers, Horacio Cartes a remporté, avec une large avance, la présidence du Parti colorado face au président de la République Abdo Benítez. Et son candidat Santiago Peña, a devancé lors des primaires le candidat officiel du gouvernement, Arnoldo Wiens. Ce dernier, ancien ministre des travaux publics, avait succédé à la candidature présidentielle au vice-président Hugo Velázquez qui y avait renoncé après avoir été accusé aussi d'être « éminemment corrompu » par les États-Unis. Le 18 décembre étaient adoubés aussi les autres candidats à la présidence et vice-présidence, avec notamment Efraín Alegre et Soledad Núñez pour la Concertation nationale.

Frapper au porte-monnaie

Juste avant que ne débute la campagne présidentielle, a eu lieu l'offensive la plus importante de la part

des États-Unis.

Le 26 janvier, l'ambassadeur Ostfield, lors d'une conférence de presse, a énoncé les sanctions imposées par l'Office de contrôle des actifs étrangers (OFAC) du département du trésor de son pays à l'ancien président Horacio Cartes et au vice-président d'alors Hugo Velázquez, « en raison de leur participation à une corruption démesurée qui sape les institutions démocratiques au Paraguay ». La OFAC s'attaquait aussi aux entreprises Tabacos USA Inc., Bebidas USA Inc., Dominicana Adquisition S.A. et Frigorífico Chajha S.A.E., du fait qu'elles sont la propriété ou sous le contrôle de Cartes. Elles étaient considérées liées au trafic international, à des organisations « terroristes », à des pots-de-vin versés aux législateurs et il était décrit comment, grâce à son argent, Cartes était parvenu à être candidat à la présidence pour le Parti colorado aux élections de 2013.

Acculé, Horacio Cartes a annoncé le 24 mars sa sortie du groupe Cartes et la dissolution du groupe, désignant des héritiers et prête-noms. Dans ce scénario, après des élections internes et municipales où ils l'avaient emporté haut la main, les opérateurs des régions, des zones et des quartiers de son mouvement, Honneur colorado, habitués à agir en tous les domaines avec beaucoup d'argent en poche et sur leurs comptes en banque, se sont trouvés plongés dans l'incertitude.

« Toutes les personnes et toutes les entreprises qui auraient ou initieraient des relations commerciales avec M. Cartes ou les entreprises sanctionnées doivent informer l'OFAC de ces activités. Pour cette raison, aucune entreprise, aucun entrepreneur ne veut avoir de relation avec M. Cartes pour ne pas être associé à son image. C'est ce qu'on appelle la mort civile de la personne, car cela lui interdit d'exercer tout commerce de biens et de services, et notamment des transactions financières. Pour cette raison, les banques d'affaires n'ont accordé aucun prêt au Parti colorado. « Ses statuts prévoient que seul le président du parti peut signer des chèques », précise l'économiste Gladys Benegas, consultée sur les effets immédiats et pratiques des mesures prises contre l'ancien président.

Jusqu'où cela peut-il aller ?

« Jusqu'à présent, *promesa pa rei hína* [ce n'est que promesse] », commente, dans un entretien avec E'a, un opérateur économique d'Alto Paraguay, Chaco, qui souhaite rester anonyme, au sujet des transferts d'argent qui auraient déjà dû se faire pour lancer la machine électorale. « *Pero roganáta igual. Oĩta la plata para el día, oĩta hína* » [Nous allons gagner. Le jour venu il y aura de l'argent, il y en aura], affirme-t-il.

Le blocage des comptes, le contrôle des transferts d'argent issu du blanchiment et la difficulté de conclure l'« unité sans faille » avec le président Mario Abdo Benítez et son mouvement Añetete, ont retardé la présence publique écrasante qu'a généralement le Parti colorado lors des élections présidentielles et ont fait planer le doute sur son invincibilité. « Il y a davantage d'affiches d'Efraín et de Sole, c'est du jamais vu », déclarait, étonnée, il y a deux semaines, Mariel Andersen, psychologue communautaire, sur le chemin de retour chez elle à Coronel Oviedo.

« Il me semble que cela touche au porte-monnaie mais je ne sais pas si cela va être si décisif. Ce qui va peser, c'est certain, c'est la division qui existe au sein du Parti colorado. Beaucoup de Colorados ne veulent pas voter pour Santiago Peña, c'est pour cette raison que Peña a consacré la dernière partie de sa campagne à s'assurer des votes colorados, de ce socle dur de votes », déclare l'analyste politique d'*ABC Color*, Marcos Cáceres Amarilla.

Les enquêtes un peu plus sérieuses prévoient un duel indécis entre Efraín Alegre et Santiago Peña, et une croissance des voix pour Paraguayo Cubas. Payo semble être la troisième force. « Il est vrai que la candidature de Payo qui canalise les voix en colère contre les mesures autoritaires soustrait des voix à la Concertation mais il est vrai aussi qu'il prendra aussi des voix aux Colorados. Les Colorados en sont conscients », affirme Cáceres Amarilla. Cet analyste pense qu'une victoire d'Alegre aura lieu surtout si le secteur progressiste comprend qu'il vaut mieux élire Alegre que de continuer avec le Parti colorado. Ce n'est pas un vote de cœur (selon une enquête d'Atlas intel, en février, 51 % des électeurs étaient réticents

à voter Alegre) mais essentiellement un vote de raison.

Les intérêts états-uniens

L'interventionnisme états-unien historique et permanent au Paraguay est une évidence avec, par suite, la soumission historique et permanente du gouvernement paraguayen aux intérêts états-uniens. « Ils se promènent chez nous et nous considèrent ouvertement comme leur arrière-cour », affirme la sociologue Lis García.

À l'époque du président Higinio Morínigo (1940-1947) déjà débutait l'intervention plus directe avec un programme agricole, après la crise de l'activité forestière. Lis García considère qu'à partir de là, les États-Unis ont commencé à contrôler les secteurs de l'agriculture et à soutenir et financer les politiques de la dictature de Stroessner, avec deux éléments clés : endettement auprès du Fonds monétaire international et développement de politiques fondées sur les conditions imposées par la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement, deux entités dirigées par les États-Unis. « La Banque mondiale a soutenu financièrement et idéologiquement les politiques de la dictature de Stroessner », affirme-t-elle.

Le niveau de subordination aux politiques états-uniennes a surpris et alarmé fortement les pays sud-américains et, plus particulièrement, l'Argentine et le Brésil quand, le 26 mai 2005, le Sénat paraguayen a promulgué, à la demande de l'exécutif, alors dirigé par Nicanor Duarte Frutos, une loi spéciale qui autorisait l'entrée des troupes états-uniennes et leur octroyait une totale immunité. C'est à dire sans que l'État paraguayen puisse contrôler leurs équipements et sans possibilité de juger les militaires états-uniens au cas où ils commettraient des délits. Peu après, les États-Unis ont demandé l'entrée d'une douzaine de missions militaires pour une durée de deux ans. On a dit alors que le pays du Nord avait déjà une base militaire au Paraguay, ce qui, du moins formellement, n'est pas le cas. Cependant, en 1980 déjà, ils ont construit dans un camp de l'armée paraguayenne à Mariscal Estigarribia, dans le Chaco paraguayen, la plus longue piste d'atterrissage du pays capable de recevoir des avions de grande capacité.

Ils sont comme chez eux

Les États-uniens entrent et sortent en toute impunité. Des agents du FBI, de la CIA, des troupes militaires, des missions médicales, d'ingénieurs, des conseillers auprès des procureurs ou pour les systèmes informatiques viennent fréquemment dans le pays. On peut lire sur quelques véhicules de patrouille de la police routière dans le nord-est du pays la mention « Offert par Cargill » (la plus grande entreprise états-unienne de commercialisation de soja transgénique). Des ordinateurs dans le département du registre national des identités sont estampillés « USAID » (Agence des États-Unis pour le développement international), et les États-uniens mettent au point les stratégies des forces militaires lors de séminaires qu'ils organisent. Cette domination pratique et idéologique sur les forces militaires et policières remonte à loin. En 1959 déjà, des officiers paraguayens fréquentaient l'École des Amériques, où, dans le cadre de la Doctrine de sécurité et de la démocratie « sans communisme », ils étaient formés à des « techniques de vol », mises en pratique par la suite par le biais des tortures et disparitions durant la dictature d'Alfredo Stroessner (1954-1989).

Territoire clé

Il est clair que le Paraguay, par sa position centrale en Amérique du Sud, « est stratégique pour les États-Unis » résume García. Le contrôle du territoire par le biais de leurs politiques antidrogues et antiterroristes leur permet d'avoir un très fort ancrage dans la région. De même, pour Laura Richardson, cheffe du Commando sud des États-Unis, l'Amérique du sud acquiert une énorme importance, « en raison de la richesse de ses ressources et ses terres rares. Il y a le triangle du lithium, qui est nécessaire à la technologie ; 60 % du lithium du monde se trouve dans le triangle (Argentine, Chili et Bolivie). Il y a aussi les grandes réserves de pétrole brut, léger et doux découvertes au Guyana, ainsi que les ressources du Venezuela, le pétrole, le cuivre, l'or. La Chine importe 30 % de ses aliments de cette région. Il y a encore

l'Amazonie, le poumon du monde, et 31 % de l'eau douce se trouvent dans cette région du monde. Nous avons beaucoup à faire. Cette région est importante, elle est capitale pour la Sécurité nationale et nous devons améliorer notre action », a-t-elle déclaré ouvertement lors d'un forum de l'Atlantic Council, un *think tank*, dont le siège est à Washington.

Une dépendance accrue

Avec la destitution du gouvernement de Fernando Lugo, le 22 juin 2012, notre dépendance au gouvernement des États-Unis dans presque tous les domaines de l'économie et de la politique est devenue beaucoup plus marquée et décisive. À peine le libéral Federico Franco prenait-il ses fonctions qu'ont été lancés ces bons, appelés « bons souverains », qui ouvraient la voie à l'endettement auprès des banques de New York. Sous les gouvernements successifs jusqu'à ce jour la dette publique a triplé. Depuis la destitution de Lugo ont été autorisées aussi 40 variétés de semences transgéniques, produites par Monsanto-Bayer, entreprise basée sur le sol états-unien. Voilà les résultats concrets et immédiats de cette destitution pour les États-Unis. Quand Horacio Cartes a accédé à la présidence en 2013 (avec le soutien des grandes entreprises locales et la bénédiction des États-Unis) tous les ports ont été ouverts au trafic de stupéfiants de même que le contrôle aérien pour faciliter leur arrivée dans le pays.

Un peu plus de dix années après cette convergence d'intérêts, les États-Unis semblent avoir pris la décision de promouvoir les meilleures conditions pour que finalement ait lieu « l'alternance au pouvoir ». À cette fin, ils ont trouvées avec le contrôle du blanchiment d'argent, avec la participation directe des institutions, le meilleur moyen de diminuer les chances du candidat du Parti colorado, Santiago Peña, dauphin de l'ancien président Horacio Cartes. Même si, selon Lis García, que ce soit avec Efraín Alegre ou avec Santiago Peña « les États-Unis continueront à garder le contrôle ».

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3662.
– Traduction de Françoise Couëdel pour Dial.
– Source (espagnol) : journal digital E'a (Paraguay), 24 avril 2023.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] L'Association nationale républicaine (ANR) est le nom officiel du Parti colorado – note DIAL.

[2] le guaraní est la langue officielle du Paraguay au même titre que l'espagnol – NdlT.